

N'oublions pas ce qui se passe aux portes de l'Europe, dans les centres *hotspot* tels qu'à Lesbos, où des crises humanitaires terribles sont en cours. Elles sont soulignées par Amnesty International, par Médecins sans frontières (MSF). Il est temps d'agir. La Belgique pense-t-elle reprendre le programme de relocation? Avez-vous pris des contacts avec votre homologue pour envisager un soutien logistique, humanitaire ou d'accueillir un certain nombre de ces personnes dans notre pays?

**01.02** **Ludivine Dedonder (PS):** Monsieur le président, madame la ministre, il me revient qu'il existe de nombreux dysfonctionnements au sein du centre Fedasil de Mouscron. Le personnel ne dispose ni de masques, ni de gants, sauf quand il se débrouille lui-même pour en trouver. Il n'y a également aucune désinfection des locaux, bureaux, téléphones et toilettes... En outre, une personne suspectée de COVID-19 a également été identifiée.

La directrice est malheureusement en arrêt, comme plusieurs membres du personnel. Les tâches ne sont donc pas réparties comme il se doit. Le personnel est livré à lui-même. Il est débordé, perdu et craint pour sa santé et celle de ses proches. Une telle situation est inadmissible et indigne.

Madame la ministre, pouvez-vous faire le point sur le centre Fedasil de Mouscron? Des mesures d'hygiène seront-elles mises en place afin de protéger le personnel? Le nombre d'agents minimum présents est-il respecté afin de faire fonctionner le centre de manière optimale?

Le **président:** Merci madame Dedonder. Monsieur Moutquin, vous avez compris l'explication en début de réunion? Nous regroupons toutes les questions par groupe politique. Vous avez donc dix minutes pour poser toutes les questions du groupe Ecolo-Groen. Vous avez quatre questions. La parole est à vous.

**01.03** **Simon Moutquin (Ecolo-Groen):** Merci monsieur le président. Madame la ministre, je vais poser mes questions en quelques minutes et mes collègues Wouter De Vriendt et Sarah Schlitz suivront. Nous nous sommes répartis le temps de parole dans cet ordre-là.

Comme je l'ai fait hier en commission des Relations extérieures, je voudrais commencer par remercier le personnel présent physiquement à la Chambre. Il faut rappeler que c'est grâce à eux que nous parvenons à nous réunir aujourd'hui. Je

voudrais une fois encore les saluer et les remercier.

Mon collègue Hervé Rigot l'a souligné, on parle à juste titre des oubliés de la crise, peut-être des oubliés de nos politiques depuis quelques années d'ailleurs; je veux parler des personnes migrantes. On paie aujourd'hui des politiques migratoires du passé qui ont mis de côté toute une série de personnes. Je ne pointe pas la responsabilité personnelle de la ministre, ce sont des politiques menées depuis longtemps.

Ma première question concerne les centres d'accueil de Fedasil. Il faut se rappeler qu'on était dans une crise de l'accueil avant cette crise pandémique. Cette crise de l'accueil impacte la gestion des centres Fedasil aujourd'hui. Le personnel manque de masques, d'équipements. Il y a une grande promiscuité dans les centres Fedasil, où les chambres ne sont pas espacées, où le lien entre les personnes migrantes est obligatoire. Dès lors, avez-vous mis en place des possibilités d'augmentation du nombre de places? Il semblerait qu'il y ait quelques projets en cours. Où en est-on en termes de places manquantes? Où en est-on en ce qui concerne les places qui vont se créer? Quel matériel médical sera-t-il mis à disposition des centres Fedasil? Je rejoins une question qui a déjà été posée: est-ce que les structures ILA qui permettent de relocaliser les personnes les plus vulnérables, comme les demandeurs d'asile âgés ou souffrant de pathologies, suivent les recommandations et continuent à aménager des places d'accueil?

Ensuite, j'ai une question que j'ai déposée au moment où l'Office des étrangers a décidé de fermer ses enregistrements. Entre-temps, des mesures ont été prises. Je voudrais dire que je suis tout à fait d'accord avec le besoin de protection du personnel de l'Office des étrangers et je le soutiens. Par contre, il était insensé de croire que laisser des centaines de personnes dans la rue sans aucun accès ni à des logements ni à des services de base, allait permettre de lutter contre la maladie. Cette décision a été rectifiée entre-temps. Mais je me pose néanmoins des questions. Comment cela sera-t-il mis en place en termes d'enregistrement électronique? À quel coût pour les demandeurs d'asile? Combien de demandes seront enregistrées par jour par exemple?

Ensuite, je voulais vous parler des centres fermés. Vous le savez, je me rends souvent en centre fermé pour utiliser mon droit d'observation, conformément à l'arrêté royal de 2002. Je me suis

rendu dans le centre fermé du 127bis juste avant les mesures de confinement. Je vous avoue que j'ai été assez interpellé et surpris du peu de mesures mises en place en termes sanitaires pour les détenus dans le centre fermé. Aucune consigne de sécurité, des mesures d'hygiène traduites uniquement en anglais, en néerlandais, en français, alors qu'elles existent dans des langues des détenus; pas de savon mis à disposition. Je vous passe les détails. Je pense que vous y avez eu accès.

Inquiétude, et inquiétude aussi sur la légalité de l'enfermement. Est-ce que ces centres fermés ont toujours raison d'être, alors que les possibilités d'expulsions sont inexistantes? On continue à donner à des personnes sorties des centres fermés des ordres de quitter le territoire alors que les frontières sont fermées.

Par ailleurs, et ma collègue Sarah Schlitz en parlera sûrement, en tant que parlementaires, nous nous voyons refuser notre droit de contrôle des centres de détention. Il n'y a donc plus aucun contrôle parlementaire possible aujourd'hui des centres fermés. Ni les ONG, ni les parlementaires ne peuvent voir ce qui s'y passe. Je trouve cela très inquiétant.

Madame la ministre, comment jugez-vous la légalité de ces centres fermés? 300 personnes ont été libérées. Envisagez-vous encore d'autres libérations?

J'ai une demande particulière. Un peu comme ce qui a été fait dans les prisons, un accès à des forfaits gsm pourrait-il être possible pour ces personnes?

J'en viens au dernier sujet, sur le séjour temporaire. Nous avons vu que différents pays européens ont pris des mesures, notamment pour ceux qu'on appelle les sans-papiers. Je voudrais voir avec vous si vous envisagez une mesure inspirée du Portugal pour permettre aux dizaines de milliers de personnes qui sont en Belgique sans droits de pouvoir jouir de leurs droits. Cela peut être éventuellement de type humanitaire pour quelques mois.

Je pense que c'est vraiment important, aussi dans un objectif sanitaire, de pouvoir sortir ces personnes de l'anonymat, de l'invisibilité dans laquelle elles sont. Elles sont en danger et elles mettent en danger finalement une stratégie collective si on les laisse de côté. Après, d'autres réflexions devront s'ouvrir concernant ces personnes.

J'en viens à ma dernière question. Je rejoins la question posée sur la Grèce. Je l'avais posée à M. Goffin hier et elle a été renvoyée chez vous mais je ne la vois pas apparaître. En effet, on est très inquiet quant à la situation dans les îles grecques, les *hot spots*. Une contamination là-bas pourrait avoir des effets catastrophiques vu le peu de moyens médicaux. Envisageons-nous en Belgique une relocalisation des mineurs et des personnes vulnérables sur les îles grecques? Je vous remercie.

**01.04 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen):** Mevrouw de minister, ik heb 3 vragen voor u. De eerste heeft betrekking op de opschorting van de asielaanvragen. Een drietal weken geleden werd daartoe beslist. Dat is natuurlijk problematisch want op die manier stuurt men asielzoekers in feite de straat op, met alle gezondheidsrisico's van dien. In deze tijden is dat onverantwoord, los van het feit dat het recht van mensen op zoek naar bescherming om asiel aan te vragen internationaalrechtelijk gegarandeerd is. Dat was gewoon paniekvoetbal.

Gelukkig is de registratie van asielaanvragen intussen hernomen. Ik heb echter enkele vragen over deze procedure. Afspraken zullen nu via e-mail gemaakt moeten worden en men zal alleen met een afspraak tot de gebouwen van de DVZ worden toegelaten.

Wordt er een onderscheid gemaakt tussen kwetsbare profielen en andere? Op welke manier gebeurt dat? Op welke manier zullen analfabeten of personen die geen toegang hebben tot internet nog een afspraak kunnen krijgen?

Is er ooit overwogen om met *social distancing*-maatregelen te werken zoals dat in andere domeinen van onze samenleving gebeurt? Hoe staat het met de bezettingsgraad van het opvangnetwerk? Is men op zoek naar bufferplaatsen om de *social distancing*-regels te kunnen respecteren?

Mijn tweede vraag houdt verband met de gesloten centra. De situatie is daar bijzonder gespannen en dat is ook logisch. Veel mensen zitten er op een kleine oppervlakte bij elkaar in detentie. Ook de hygiënische omstandigheden zijn niet altijd optimaal.

Er is aangekondigd dat mensen zouden worden vrijgelaten uit de gesloten centra omwille van de coronacontext. Hoeveel mensen zijn er omwille van die maatregel al vrijgelaten uit de gesloten

centra? Wordt er opvang voorzien voor deze mensen? Het gaat immers niet op om die gewoon zonder een alternatief op straat te zetten.

Zijn er sedert 13 maart incidenten geweest in de gesloten centra? Is er een uitbraak geweest van COVID-19 in een van de centra, bij het personeel of bij de gedetineerden?

In de getuigenissen hoorden wij een aantal onrustwekkende zaken over een aantal gesloten centra. In bepaalde centra slapen gedetineerden samen in slaapzalen van 10 personen, waarvan de bedden minder dan 1 meter uit elkaar staan. Werknemers dragen geen enkele bescherming bij de distributie van geneesmiddelen in de gesloten centra. Cameratelefoons worden nog steeds in beslag genomen. Bewoners die geen nieuwe cameraloze gsm kunnen kopen, moeten dan een gedeelde gsm gebruiken, zonder dat de toestellen ontsmet worden. Verder is er ook een probleem met de bezoeken van ngo's.

Mijn derde en laatste vraag gaat over tijdelijke noodopvang voor mensen zonder papieren. Wij willen een oproep doen aan u. Wij willen het voorstel doen om dakloosheid in alle gevallen te vermijden. Het gaat echt niet op dat mensen vandaag nog op straat moeten rondzwerven. Er zijn mensen zonder papieren in ons land die geen logement, geen huisvesting hebben. Daarom roepen wij op om in tijdelijke noodopvang te voorzien voor mensen zonder papieren. Wij weten allemaal dat dit reeds gebeurt in het Brussels Gewest, want de federale overheid financiert niet, dat is een discussie uit het verleden. In Nederland doet men dit wel, daar wordt er opvang voorzien voor mensen zonder papieren.

Ik wil u nog het volgende vragen, het gaat over iets dat ik heb gehoord in de commissie Defensie vanochtend. Het gaat over opvang voor transmigranten op een militaire site in Doornik. Die piste lag blijkbaar op een bepaald moment op tafel maar is dan weer van tafel verdwenen. Kunt u daarover nog wat toelichting geven?

**01.05 Sarah Schlitz** (Ecolo-Groen): Monsieur le président, mes collègues ont déjà bien abordé le sujet. Moi, je voulais venir avec une première question spécifique relative aux visites parlementaires dans les centres fermés. Le 25 mars, j'ai voulu effectuer une visite au centre fermé, conformément à l'arrêté royal qui prévoit que les parlementaires ont toujours accès au centre de 8 à 19 heures. Or, cet accès m'a été refusé. La direction du centre m'a communiqué qu'il s'agissait d'instructions de l'Office des

étrangers et m'a affirmé que cette décision découlait des consignes données par le gouvernement dans le cadre de la gestion de la crise COVID-19.

Madame la ministre, je suis extrêmement inquiète face à ce refus d'accès, d'une part, parce qu'il constitue une violation flagrante de l'arrêté royal et, d'autre part, parce qu'à ce jour, plus aucun contrôle ne peut avoir lieu dans les centres fermés. En effet, les contrôles des ONG ont également été suspendus. Or, en période de crise, il est d'autant plus indispensable qu'un contrôle démocratique puisse s'exercer dans les centres fermés.

Madame la ministre, une instruction visant à suspendre le droit d'accès des parlementaires aux centres fermés a-t-elle été prise par le gouvernement ou par l'Office des étrangers? Si oui, sur quelle base légale? Dans le cas contraire, confirmez-vous que le droit d'accès parlementaire aux centres fermés reste garanti? Dans ce cas, quelles suites comptez-vous donner à cet incident?

Ma deuxième question porte sur le COVID-19 dans les centres fermés. Au centre fermé de Vottem, un détenu a été placé en isolement médical pour suspicion de COVID-19. Il a été remplacé en aile communautaire une semaine plus tard sans avoir été testé, ce qui est assez inquiétant pour les autres détenus mais aussi pour le personnel.

Madame la ministre, combien de cas suspects de COVID-19 ont-ils été repérés dans les centres fermés? Le placement en isolement médical est-il systématique? Combien de cas ont-ils fait l'objet d'un dépistage? Par ailleurs, quelles mesures sont-elles prises concernant les détenus qui ont partagé des chambres ou des espaces communs avec des cas suspects de COVID-19?

**01.06 Yoleen Van Camp** (N-VA): Mevrouw de minister, ik sluit mij voor een deel aan bij de vragen die werden gesteld door de voorgaande fracties. Vandaag zien we dat onze zorg- en veiligheidssectoren een ongeziene inzet aan de dag leggen om onze gezondheid en veiligheid te borgen. We zien dat alle mensen met burgerzin de quarantainemaatregelen thuis maximaal respecteren om besmettingsgevaar te vermijden. In die context stiet het ons extra tegen de borst te vernemen dat u opdracht hebt gegeven om illegalen vrij te laten. De collega's hebben er reeds naar verwezen. Volgens de berichten zou het gaan over zowat 40 procent van de illegalen. Wij

hebben al werkbezoeken gebracht aan dergelijke gesloten centra. Vaak zitten daar ook illegalen die criminele feiten hebben gepleegd.

Klopt het dat u de opdracht hebt gegeven om die mensen gewoon vrij te laten? Waar bevinden zij zich? Hoe worden zij opgevolgd? Gaat het effectief om criminele illegalen? Welke feiten hebben zij dan gepleegd? Waar zijn zij precies vrijgelaten? Mogen wij terecht concluderen dat die criminele illegalen nu verspreid zijn over ons grondgebied en zich vrij verplaatsen, zonder respect voor de maatregelen om het besmettingsgevaar te vermijden? Over hoeveel personen gaat het exact? Welke nationaliteiten? Welke feiten hebben zij gepleegd? Hoe hebt u de selectie gemaakt wie in het gesloten centrum kon blijven en wie werd vrijgelaten? Waarom zou u, op dit moment, criminele illegalen vrijlaten? Wij vinden dit een totaal verkeerd signaal.

**01.07** Minister **Maggie De Block**: Vooraleer u daar een half uur over doordramt, er zijn geen illegale criminelen vrijgelaten. Slaat u die passus maar over.

**01.08** **Yoleen Van Camp** (N-VA): Bedankt dat u dit al hebt rechtgezet. Ik wil er u op wijzen dat wij enkel het Parlement hebben om onze controle uit te oefenen en dat dit de eerste ontmoeting is. Het gaat dan alleen over illegalen, dat is al een hele geruststelling. Dat was het eerste aspect van mijn vraag.

Mijn andere vragen blijven behouden. Ik wil graag vernemen hoe u de selectie hebt gemaakt, hoe u garandeert dat de maatregelen worden nageleefd en in welke opvolging u voorziet.

Het tweede luik van mijn vraag gaat over het respect voor de quarantainemaatregelen in de centra. Van op het terrein vernamen wij dat de centra die maatregelen niet stipt naleven of kunnen naleven. Zo vernam ik dat er nog filmavonden plaatsvinden en dat mensen op sommige plaatsen opeengepakt zitten. Kloppen die verhalen?

Wij hebben ook vernomen dat er nog altijd uitwisselingen en verplaatsingen tussen centra doorgaan. Wat is daarvoor de reden? Het personeel wordt daarbij blootgesteld aan onnodige risico's. Waarom gebeuren er nog verplaatsingen? Om welke verplaatsingen gaat het? Hoe wordt het personeel daarbij beschermd, in welk materiaal en maatregelen voorziet u?

Wij hebben ook vernomen dat er in de centra

verschillende uitbraken van besmettingen zouden zijn, zowel onder de asielzoekers als bij het personeel in de centra. Kunt u de exacte omvang daarvan met cijfers duiden?

Samengevat, ik vind het al een hele geruststelling dat u zegt dat het niet om criminele illegalen gaat. Wie geen verblijfsrecht heeft, moet naar onze mening wel uitgewezen worden en in afwachting daarvan in de gesloten centra verblijven. Vrijlaten is absoluut een verkeerd signaal, zeker in deze tijden.

Waarom hebt u daarover nu anders beslist? Wat is daarvan de omvang en waarom worden de maatregelen inzake *social distancing* in asielcentra niet gerespecteerd? Wij willen ook vernemen waarom er nog verplaatsingen gebeuren, hoeveel asielzoekers en personeelsleden die in de diensten besmet zijn, opgenomen werden in het ziekenhuis, en in welke oplossingen u daarvoor voorziet.

**01.09** **Koen Metsu** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, in de eerste plaats wil ik u danken voor uw inzet in deze heel bijzondere tijden en omstandigheden. Ik heb een detailvraag, ze is sectorgerelateerd en gaat over de toeristische en recreatieve sector.

Ik kreeg berichten van Recread vzw. Ik denk dat u er intussen ook reeds van op de hoogte bent, dat medewerkers van Fedasil op een toch wel zeer assertieve manier de campings telefonisch benaderen om in opvang te voorzien voor asielzoekers. Indien de ondernemer weigert mee te werken, krijgt hij op intimiderende toon te horen dat ze zeker zullen noteren dat hij niet wil meewerken.

Dat intimiderende telefoons naar kampeerondernemers blijven aanhouden, net nu de sector kreunt onder de verplichte sluiting door COVID-19, valt extra zwaar. Men kan dat heel moeilijk plaatsen.

Bent u op de hoogte van die specifieke aanpak ten aanzien van de kampeerterrinen? Waarom moeten campings verplicht sluiten door de COVID-19-maatregelen, maar wordt er wel gevraagd om op campings in opvang te voorzien voor asielzoekers? Hoeveel campings werden er door de medewerkers van Fedasil reeds opgebeld? Welke ondernemers worden er, buiten de ondernemers in de toeristische en recreatieve sector, momenteel nog door Fedasil opgebeld?

**01.10** **Dries Van Langenhove** (VB): Ik zal mijn

timer opzetten, mijnheer de voorzitter, zodat ik zeker niet buiten de tijd ga.

Ik deel een aantal van de bezorgdheden en vragen die al door de collega's zijn gesteld. Ik zal die niet meer herhalen, maar ik wil nog enkele punten aanhalen die voor mij wat meer aandacht verdienen.

Het eerste gaat over de opvang van asielzoekers in de kazerne van Sijsele tijdens deze coronacrisis. Enkele weken geleden werd beslist dat de oude kazerne in Sijsele opnieuw in gebruik zou worden genomen voor de opvang van zowat 300 asielzoekers. Dat gebeurde in 2015, tijdens de piek van de asielcrisis, ook al. In 2016 werd het centrum gesloten, maar nu moet de kazerne blijkbaar uit noodzaak opnieuw worden geopend. In tegenstelling tot in andere Europese landen blijft de asielinstroom in België zeer groot.

Vanwege de coronacrisis werden bij de heropening enkele terechte vraagtekens geplaatst. Zo zou het moeilijk zijn om zich in het asielzoekerscentrum te houden aan de regels met betrekking tot *social distancing* om de verspreiding van het virus tegen te gaan. Het stadsbestuur van Damme had daarom gevraagd om de opening van het centrum uit te stellen, maar voor Fedasil blijkt dat door de grote instroom geen optie te zijn en het stadsbestuur heeft zich daarbij neergelegd.

Asielzoekers staan erom bekend de coronamaatregelen van de regering niet al te nauw na te volgen. Ik heb dan ook enkele vragen daarover.

Kunt u garanderen, mevrouw De Block, dat de 300 asielzoekers – zoveel zullen het er binnenkort zijn – niet zullen zorgen voor een verhoogde verspreiding van COVID-19 in de regio rond het asielzoekerscentrum in Sijsele?

In de media lazen we dat met het Rode Kruis overeengekomen werd dat voor de duur van de coronacrisis alle asielzoekers medisch getest zullen worden. Wat die "medische test" inhoudt, wordt niet gespecificeerd. Houdt die test in dat de asielzoekers zullen worden getest op een mogelijke besmetting met COVID-19? Zo ja, met welke soort test zal een mogelijke besmetting worden nagegaan? Zo nee, hoe kunt u zonder daarop te testen een uitbraak van COVID-19 in en rond de asielzoekerscentra vermijden?

Mijn tweede punt gaat over het inreisverbod en het teruggedrijven aan de grens

Sinds enige tijd controleren de meeste landen opnieuw hun binnengrenzen en geldt – conform de richtlijnen die in het binnenland van kracht zijn – een feitelijk inreisverbod indien het gaat om niet-essentiële verplaatsingen. In Duitsland was dat inreisverbod tot voor twee weken niet van toepassing op asielzoekers, wat leidde tot de zeer vreemde situatie dat Europeanen die geen vaste verblijfplaats in Duitsland hadden of er niet werkten aan de grens teruggestuurd werden, terwijl de grenzen voor niet-Europeanen openbleven.

Sinds 27 maart 2020 werd het inreisverbod terecht verruimd tot illegale migranten die in Duitsland een asielaanvraag wilden indienen. Asielzoekers zullen er met andere woorden sinds die dag rekening mee moeten houden dat ze aan de grens zullen worden tegengehouden, een in alle opzichten verdedigbare maatregel aangezien ze reeds uit een veilig land komen. Dat is in eigen land overigens niet anders.

Is het inreisverbod in België dan ook van toepassing op asielzoekers en dienen zij er, net zoals ondertussen in Duitsland het geval is, rekening mee te houden dat ze aan de Belgische grens tegengehouden en teruggestuurd zullen worden? Hoeveel illegale migranten werden er aan de landsgrens sinds de invoering van de grenscontroles geregistreerd? Hoeveel in de lucht- en zeehavens?

Werden er sinds de invoering van grenscontroles nog aanvragen tot asiel aan de grens gedaan? Hoeveel illegale migranten werd de toegang tot het land geweigerd? Wat gebeurde er met de personen die niet werden teruggedreven? Is de minister bereid de toegang tot asiel, respectievelijk de gangbare asielprocedure in dit land, officieel op te schorten en dat ook via alle mogelijke internationale kanalen bekend te maken?

Mijn voorlaatste vraag is wellicht één van de belangrijkste. Als we de uitspraken van adjudant Caekebeke in *Het Nieuwsblad* mogen geloven, dan zou – ik zeg uitdrukkelijk zou – de strategische noodvoorraad aan mondklappers en beschermingsmateriaal vernietigd en niet vervangen zijn om "op zijn minst ten dele in de vrijgekomen kazernes vluchtelingen te gaan huisvesten."

Zoals het een correct parlementslid betaamt, ben ik erop gebrand eerst de volledige waarheid te achterhalen alvorens hieruit conclusies te trekken. Aan uw ex-collega Theo Francken, voormalig staatssecretaris voor asiel en migratie, en aan

Steven Vandeput, één van de toen bevoegde ministers, vroeg ik al om uitleg. Theo Francken zei dat hij daarvan niet op de hoogte was, maar ontkende ook niet dat de uitspraken van adjudant Caekebeke waar zouden kunnen zijn.

Mijn vraag is dus glashelder. Kunt u aan ons, parlementsleden, maar evenzeer aan alle burgers van dit land eindelijk duidelijkheid scheppen over wat er nu precies gebeurd is, waarom het gebeurd is en wie daar precies van op de hoogte was?

Terwijl iedereen gevraagd werd om zoveel mogelijk binnen te blijven, werden in de week van 20 maart 2020 een 300-tal illegalen vrijgelaten uit de gesloten centra voor gedwongen terugkeer.

We hebben u net al vurig horen zeggen dat het niet ging om illegale migranten maar er blijven toch nog enkele vragen open. Naar verluidt zou het gaan om mensen die geen feiten van openbare orde hebben gepleegd. Verschillende burgemeesters reageerden terecht heel boos op deze beslissing, niet het minst omdat zij niet op voorhand op de hoogte waren gebracht. Een deel van die vrijgelaten illegalen zou zelfs met een busje naar Brussel zijn gebracht. Ik verwacht dat u daar straks duidelijkheid over schept.

In dat verband had ik dan ook graag een antwoord gekregen op een aantal vragen. Hoeveel illegalen werden er concreet uit de gesloten terugkeercentra vrijgelaten? Waarom gebeurde dat? Ging het om plaatsgebrek, personeelstekort of andere redenen?

Klopt het dat een deel van de vrijgelaten illegalen in Brussel met een busje werd afgezet? Zo ja, over hoeveel personen ging het en waarom is dat precies gebeurd, als het tenminste gebeurd is?

Sluit u uit dat er zich onder de vrijgelaten illegalen mensen bevonden die criminele feiten hebben gepleegd? Zullen de illegalen die criminele feiten hebben gepleegd vastgehouden blijven?

Werden er sindsdien nog illegalen uit de gesloten centra vrijgelaten? Zo ja, hoeveel en waarom? Sluit u een herhaling van de operatie die in de week van 20 maart doorgevoerd werd uit? Hoeveel illegalen bevinden er zich momenteel nog in de gesloten terugkeercentra?

In een reactie op de protesten van enkele burgemeesters stelde uw woordvoerder met man en macht naar oplossingen te zoeken. Hebt u deze oplossingen intussen al gevonden? Zo ja, waaruit bestaan die concreet?

Als we de berichten mogen geloven zet Fedasil zijn zoektocht naar extra capaciteit in de opvang onverminderd verder. Wordt er ondertussen ook verder gewerkt aan de capaciteit van de gesloten terugkeercentra? Zo ja, hoeveel plaatsen kwamen er daar sedert 1 januari bij? Zo nee, waarom gebeurt dat niet?

Ik wil er nogmaals op wijzen dat we de asielzoekers, de medewerkers van Fedasil en de buurtbewoners onnodig in gevaar brengen zolang we die asielzoekerscentra niet in lockdown plaatsen. Verschillende getuigen melden ons dat de meesten van die asielzoekers niet weten wat het coronavirus is. Hoe kunnen we hen dan sensibiliseren? Vorige week gaf u al te kennen dat u niet van plan bent de asielzoekerscentra in lockdown te laten gaan. Mijn fractie vindt dat uiteraard een uiterst jammerlijke beslissing.

Toch willen we u vragen om dan een aantal andere, bijkomende maatregelen te nemen om voor de veiligheid te zorgen. We denken dan bijvoorbeeld aan extra sensibiliseringscampagnes in de asielzoekerscentra die toegespitst zijn op de mensen die zich daar bevinden en die rekening houden met hun gebrek aan scholing, zeker wetenschappelijke scholing, en taalkennis. Als u nog steeds niet bereid bent om over te gaan tot een lockdown, welke maatregelen zult u dan nemen om de veiligheid van enerzijds de asielzoekers en anderzijds ook de medewerkers van Fedasil en de buurtbewoners te garanderen?

Ik heb dus een groot aantal vragen en ik hoop dat u er meer zult beantwoorden dan minister De Crem deze ochtend.

**01.11 Greet Daems (PVDA-PTB):** Mevrouw de minister, mijn eerste vraag gaat over de asielaanvragen. Sinds maandag 6 april is het weer mogelijk gemaakt asielaanvragen in te dienen. Het was echt onverantwoordelijk van de regering het recht op asiel tijdelijk op te schorten zonder met een oplossing te komen voor de opvang van asielzoekers. Ik ben blij dat dit nu opnieuw mogelijk is en dat er digitaal aanvragen ingediend kunnen worden.

Ik wil mijn steun en respect uiten voor de ngo's die zich hebben ingezet om in Tour & Taxis daklozen met symptomen van COVID-19 op te vangen. Dat maakte het voor asielzoekers die misschien ziek zijn mogelijk toch ergens te verblijven. Nu er weer aanvragen mogelijk zijn, kunnen wij voorkomen dat die mensen op straat belanden. Zo beschermen wij niet alleen de asielzoekers maar

ook de algemene volksgezondheid.

Nieuwe aanvragen leiden ook tot nieuwe kopzorgen op het terrein. Personeelsleden van de asielcentra lieten ons weten dat zij niet voldoende beschermd zijn om besmetting te voorkomen. Er is alleen voor medisch personeel in bescherming voorzien, niet voor de andere personeelsleden die elke dag in aanmerking komen met de bewoners.

Ook leeft de angst dat nieuwe mensen in de opvangplaatsen zal leiden tot nieuwe besmettingen. De personeelsleden willen heel graag opnieuw mensen opvangen. Maar zij willen ook de nodige garantie voor hun veiligheid en die van de bewoners.

Mevrouw de minister, ik heb drie vragen voor u.

Zullen nieuwe bewoners van opvangplaatsen getest worden op het coronavirus? Zal het personeel ook getest worden? Zult u beschermingsmateriaal ter beschikking stellen voor al het personeel, zoals handschoenen, mondmaskers en dergelijke? Schakelen wij niet beter opnieuw de lokale opvanginitiatieven in om extra plaats te creëren, zodat wij meer mensen kunnen spreiden en *social distancing* kunnen garanderen?

Ik heb ook nog een vraag over het voortzetten van de bevelen het grondgebied te verlaten tijdens de coronacrisis.

De Dienst Vreemdelingenzaken blijft bevelen geven, om het grondgebied te verlaten, hoewel in vele landen de grenzen zijn gesloten en terugsturen amper nog mogelijk is. Bovendien is het in de praktijk vaak onmogelijk om in tijden van lockdown tegen de bevelen nog beroep aan te tekenen.

Er is bijvoorbeeld het verhaal van de familie Ahme uit Koerdistan, die in een lokaal opvanginitiatief in Bomal verblijft. Zij kreeg onlangs het bevel het grondgebied te verlaten. Ze kreeg tien dagen om beroep aan te tekenen. Hun advocaat meldde echter niet meer in staat te zijn tijdens de lockdown in beroep te gaan.

Daarom heb ik de hiernavolgende vragen.

Hoeveel bevelen tot het verlaten van het grondgebied hebt u sinds 13 maart 2020 laten uitvoeren? Hoeveel beroepen zijn daartegen aangetekend? Waarom zet u de bevelen om het grondgebied te verlaten niet tijdelijk stop, aangezien het bijna onmogelijk is andere landen

te bereiken of de betrokkenen in beroep te laten gaan?

De Raad van State oordeelde gisteren dat, indien voor alle andere rechtspraak de beroepsprocedure wordt uitgesteld, zulks ook voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen zou moeten gelden. Volgt u die beslissing?

Tot slot heb ik ook nog een vraag over de opschorting van het bezoekrecht van volksvertegenwoordigers aan gesloten centra. Ik heb op 25 maart 2020 het gesloten centrum in Merksplas bezocht en heb daarbij van mijn recht als volksvertegenwoordiger gebruikgemaakt. Getuigenissen van advocaten meldden verschillende problemen in de gesloten centra in het kader van COVID-19.

Ik ben door de directie ontvangen en heb er mijn vragen kunnen stellen. De toegang tot de afdelingen waarin de verblijvers zijn opgesloten, werd mij echter wel geweigerd. Parlementairen hebben volgens artikel 33 en artikel 42 van het koninklijk besluit over gesloten centra ongelimiteerd bezoekrecht in die gebouwen. Er staat niets in de wet dat uitzonderingen daarop vastlegt. Ondanks alle hygiënemaatregelen die bij het binnenkomen zijn getroffen, werd ons de toegang geweigerd. Eerder al kregen ook ngo's geen toegang meer tot de gesloten centra. Op die manier is er geen enkele vorm van externe controle meer.

Daarom heb ik de hiernavolgende vragen.

Wist u dat volksvertegenwoordigers de toegang tot gesloten centra wordt geweigerd? Gaat u akkoord dat ook in tijden van corona de externe controle door volksvertegenwoordigers mogelijk moet blijven? Zal u de Dienst Vreemdelingenzaken daarop aanspreken en garanderen dat volksvertegenwoordigers hun bezoekrecht kunnen blijven uitoefenen?

**01.12** **Franky Demon** (CD&V): Mevrouw de minister, veel zaken werden reeds aangekaart in het actualiteitsdebat van vanochtend of in andere commissies, waarop ik dus niet zal terugkomen.

Zoals wij al van verschillende collega's hebben gehoord, hebben de maatregelen ook een grote impact op het asiel- en migratiebeleid. Het wordt moeilijk voor personen die hier in deze periode asiel willen aanvragen. Hoe staat het met de opvang van asielzoekers, hoe staat het met personen die een visum voor ons land willen aanvragen, bijvoorbeeld in het kader van

gezinshereniging? Wat is de stand van zaken in verband met asielaanvragen en visumaanvragen die reeds voor de inwerkingtreding van de quarantainemaatregelen werden ingediend? Die vragen staan in de media en bij de publieke opinie niet bovenaan de agenda, maar toch zijn ze ons inziens belangrijk. Veel van de betrokkenen bevinden zich immers in een kwetsbare positie en dreigen van elke hulp verstoken te blijven.

Daarnaast kan het geenszins de bedoeling zijn om mensen gewoon doelloos op straat te laten, of het nu gaat om potentiële asielzoekers of om mensen zonder papieren. Dat brengt niet enkel hen in gevaar, maar dreigt ook roet in het eten te gooien in de strijd tegen de verspreiding van het virus. Dat is een strijd die wij nu met zijn allen moeten voeren.

Onze fractie heeft dus enkele concrete vragen. Het aanmeldingscentrum om asiel aan te vragen, is opnieuw open. Men moet echter een afspraak maken via de website. Hoeveel asielaanvragen worden er per dag gedaan? Hoeveel mensen staan er op het ogenblik in de digitale wachtrij? Wordt er specifieke begeleiding of opvang voorzien voor de mensen die geen asielaanvraag kunnen indienen? Worden mensen die digitaal ongeletterd zijn, geholpen om hun afspraak te maken?

Gelden er specifieke maatregelen in de open opvangcentra om de verspreiding van het virus tegen te gaan? Kunt u een stand van zaken geven van het aantal besmettingen in de open opvangcentra? Zullen er, indien nodig, extra voorzorgsmaatregelen worden genomen, zowel voor het personeel als voor de bewoners?

Deze vraag werd ook al door een andere collega gesteld. Welke maatregelen worden in de gesloten centra genomen voor personeel en bewoners? Hoeveel bewoners werden er vrijgelaten? Zullen er, indien nodig, extra maatregelen worden genomen, indien men de opvang moet verlaten, omdat men een verblijfsvergunning heeft gekregen of omdat de aanvraag werd verworpen?

Wie erkend wordt als vluchteling of als subsidiair beschermd, krijgt twee maanden de tijd om een woning te vinden. Die termijn kan worden verlengd met twee maanden, maar dan moet men onherroepelijk vertrekken. Vandaag is het echter bijna onmogelijk om een woning te bezichtigen, laat staan om een huurcontract te sluiten. Zullen de termijnen om de opvangcentra te verlaten, daarom verlengd of opgeschort worden? Hoe ziet

u dat?

Er zijn in ons land veel mensen zonder papieren. Waar ze wonen, is niet duidelijk. Worden er acties ondernomen om hen te bereiken? Indien ja, welke?

Net zoals bij andere administraties zijn er op het ogenblik tal van aanvragen lopende, gaande van asielaanvragen tot visumaanvragen in het kader van gezinshereniging. Hoe worden die aangepakt? Aan sommige aanvragen is immers een termijn gekoppeld.

Ten slotte, wat gebeurt er met verblijfsvergunningen die verlengd moeten worden, bijvoorbeeld de single permits of studentenvisa? Het gaat vaak om sterke profielen, die ons land nodig heeft, maar die nu buiten hun wil om illegaal dreigen te worden, omdat de aanvragen niet verwerkt worden. Mevrouw de minister, zult u maatregelen nemen om te vermijden dat die personen hun aanvraag niet tijdig kunnen verlengen en op die manier in de illegaliteit terechtkomen?

**01.13 Tim Vandenput** (Open Vld): Mevrouw de minister, het aanmeldcentrum werd gesloten op 17 maart. Dat was een goede beslissing, om het personeel te beschermen tegen mensen die ze voor het eerst ontmoeten. Wat gebeurde er in de periode tussen de sluiting en het aanmelden via elektronische weg met de mensen die hier asiel wilden aanvragen maar zich nergens konden aanmelden? Is het bekend waar zij waren en wat zij deden? Ik veronderstel van niet, maar misschien hebben bepaalde instanties dat kunnen registreren.

Ik heb ook verscheidene collega's horen klagen over de schrapping van het bezoekrecht. Gelden de maatregelen die de Nationale Veiligheidsraad genomen heeft, wel of niet voor parlementariërs?

**01.14 Ben Segers** (sp.a): Mevrouw de minister, de coronacrisis treft ons allemaal, in het bijzonder de meest kwetsbaren. Dat geldt ook voor de personen zonder wettig verblijf of met een precair verblijfsstatuut. We zijn daar heel erg bezorgd over. We hebben begrepen dat een werkgroep kwetsbare personen werd opgericht onder het gezamenlijk voorzitterschap van mevrouw Muylle en de heer Ducarme. Die zou snel de werkzaamheden aanvangen of heeft dat al gedaan. De Gewesten zouden daarbij worden betrokken, al dan niet in het kader van een interministeriële conferentie.



Wat is het mandaat van de werkgroep? Omvat die ook het statuut van de personen met een precair verblijfsstatuut? Indien zo, op welke manier bent u betrokken? Wat wordt er onderzocht? Wat is het statuut van die conclusies? Indien niet, waarom niet? Op welke manier zult u dan diezelfde constante oefening doen voor personen zonder wettig verblijf? Ik wil er in elk geval voor pleiten om hierop nauwkeurig toe te zien.

We hebben bijzonder veel respect voor uw diensten, die er zoveel mogelijk aan doen om er in extreme omstandigheden te staan. Ik kreeg daarom graag een stand van zaken over DVZ en Fedasil. In welke mate zorgt de coronacrisis voor onderbemanning? Bij welke specifieke taken? Zijn er veel personeelsleden ziek uitgevallen? Zijn er daarnaast veel personeelsleden nu thuis bij hun kinderen? De asiel- en migratiediensten, met inbegrip van asielopvang en detentie in het kader van gedwongen terugkeer, worden beschouwd als essentiële diensten. Waarschijnlijk zal er een grote impact zijn op andere zaken dan asielopvang en detentie. Kunt u dit verder duiden? Zijn er cijfers van de huidige personeelsbezetting ten opzichte van voordien?

Ondanks de kennelijke impact van die beslissing, blijven de uitdagingen bestaan. "Blijf in uw kot" is de *catchphrase* van het jaar, maar in uw kot blijven is natuurlijk onmogelijk voor wie geen kot heeft. Uit artikels blijkt dat bijvoorbeeld daklozen extra kwetsbaar dreigen te zijn door corona. Zo zijn zij een risico voor zichzelf, maar ook voor anderen via transmissie. In welke mate wordt er nu nog actief gezocht naar opvangstructuren? Wordt er ook wat gevonden? Wat is nu de verhouding instroom versus uitstroom? Wordt er desnoods voorzien in opvang naar Nederlands model?

Wat ook met afgeronde asielprocedures? Wordt men dan uit het opvangsysteem gezet, of probeert men hier op een of andere manier een mouw aan te passen, nog los van wat de regio's en de ngo's qua noodopvang doen? Wordt er bijvoorbeeld aangestuurd op een aanvraagverlenging bij een negatieve uitspraak? Is Fedasil in staat daarop in te gaan? Wat bij verlengingsaanvragen bij positieve beslissingen, gezien uitstroom naar een woning heel moeilijk is geworden, omdat ook huisbezoek moeilijk wordt? Wat doet men nu concreet aan huisvesting?

Legt u ook contacten met de deelstaatregeringen daarover?

Quid de online registratie voor asielaanvragen.

We zijn blij dat die er nu is. Is er een beperking op het aantal personen dat wordt toegelaten? Is dat afhankelijk van de opvang? Werden er met de organisaties op het terrein al afspraken gemaakt om alles vlot te laten verlopen? Ik heb begrepen dat er al contacten zijn, maar ik weet niet wat de afspraken zijn.

Ik heb ook begrepen dat een en ander alleen in het Nederlands en het Frans beschikbaar is, wat moeilijk is voor velen. Daardoor is men niet in staat om zaken in te vullen. Volgen er vertalingen?

Quid ook het opladen van documenten bij gebrek aan technologie. Kan men documenten nog aanvullen bij de afspraak in het uiteindelijke aanmeldcentrum? Hoe gaat dit concreet? Volgt een afspraak na de registratie snel? Is dat de volgende dag al of hoe gaat dat in zijn werk?

Quid ook wanneer er beroep wordt ingesteld en er contact nodig is tussen cliënt en advocaat. Is dat een essentiële verplaatsing?

Wat met de bevelen om het grondgebied te verlaten? Worden die nog uitgereikt? Welke termijn krijgt men daarvoor? Wat met de lopende verblijfstitels? Worden die, zoals in Frankrijk, gedurende de maatregelen automatisch verlengd of niet?

Hoeveel vastgestelde besmettingen zijn er ondertussen in de opvangstructuren? Lenen alle opvangstructuren zich voldoende tot zogenaamde zelfisolatie?

Zijn er duidelijke instructies voor de medewerkers van Fedasil in welke omstandigheden zij het beschermend materiaal, de mondkmaskers, de gels horen te dragen? Is er volgens u voldoende materiaal? Zo neen, werd de objectieve oefening al gemaakt waaraan en hoeveel er precies nood is?

Wat met de besmette en zieke personen buiten de opvangstructuren? Is er een actief *outreaching* beleid om ook hen te bereiken? Als de testing binnenkort wordt opgedreven, bent u al bezig met het ontwikkelen van een strategie om ook anderen te bereiken?

Hebt u cijfers van personen zonder wettig verblijf of asielzoekers die in het ziekenhuis werden opgevangen? Overleden er in België personen zonder een wettig verblijf aan corona?

Bereidt u de existstrategie ook voor met de DVZ en Fedasil? Is er een systematische oefening aan

de gang van de volgende stappen die kunnen worden gezet? Wordt daarbij ook in kaart gebracht welk beschermend materiaal daarvoor nodig zal zijn?

U hebt natuurlijk meer dan de handen vol met Volksgezondheid en dat zal wellicht ook nog een hele tijd zo blijven. Ik vraag dit met alle respect en begrip, maar hebt u nog voldoende tijd om ook nog heel erg met Asiel en Migratie bezig te zijn? Is het op dit moment nog een goed idee om beide bevoegdheden te combineren? Zal het u ook lukken om de komende weken ook hier in de commissie vragen te blijven beantwoorden?

Nogmaals, ik zeg dit met het grootste respect, omdat ik vind dat u wat Asiel en Migratie betreft een goed parcours rijdt, hoewel we het natuurlijk niet altijd eens zijn, maar vaker wel dan niet. Ik stel mijn vraag dus ook vanuit een oprechte bekommernis. Lukt het u nog om beide te doen in deze zeer bijzondere tijden?

Ondertussen hou ik er ook aan om u en uw team en alle betrokken diensten bijzonder veel succes toe te wensen.

**01.15** Minister **Maggie De Block**: Mijnheer de voorzitter, collega's in de Kamer en in uw kot, het is uiteraard een hele toer om op drie grote departementen met de COVID-19-crisis om te gaan. Het is geen geheim dat de combinatie loodzwaar is, alleen al omdat ik op de verschillende departementen bij alle maatregelen betrokken ben in de kernen, de IMC's, de OCC's en bij al wat er zich voordoet en uiteraard ook in het Parlement.

COVID-19 heeft effectief een belangrijke impact op de werkzaamheden rond asiel en migratie. Het virus is verspreid over het hele Belgische grondgebied en maakt geen onderscheid op basis van taal, gender, levensbeschouwing, culturele achtergrond of afkomst. Dat is dan misschien een mooie eigenschap ervan. Het risico van besmetting is bij asielzoekers niet hoger dan bij de rest van de bevolking en ik erger mij dan ook een beetje aan mensen die er de facto van uitgaan dat ze allemaal verspreiders van het virus zouden zijn.

Er zijn verschillende maatregelen genomen, zowel in de open als in de gesloten centra. Die maatregelen werden telkens genomen na de aanbevelingen van de risk assessment group, het wetenschappelijk team dat de overheid adviseert. Op basis daarvan zijn er instructies aan de centra gegeven.

Een belangrijke eerste maatregel die wij moesten

nemen en waarover al door verschillende leden werd gesproken, is de tijdelijke stopzetting op 17 maart 2020 van verzoeken tot internationale bescherming. Het was niet meer mogelijk, noch voor het personeel noch voor de asielzoekers, om op de gebruikelijke manier het werk voort te zetten. Zonder aanpassingen was er niet genoeg afstand tussen zowel de mensen onderling voor en in het Klein Kasteeltje als tussen de mensen die er werken. Het was dus gezien de verspreiding van het virus niet verantwoord om hier, noch ten opzichte van het personeel noch ten opzichte van de asielaanvragers, dat proces zomaar te laten doorlopen. Daarom was er de tijdelijke stopzetting.

Bijkomende garanties op een veilige omgeving waren nodig. De administratie heeft in nauw overleg met het kabinet er de voorbije weken hard aan gewerkt om die veiligheid te garanderen. Er werden verschillende wijzigingen aangebracht. De infrastructuur van de registratiezaal bij de Dienst Vreemdelingenzaken werd aangepast, onder meer door de plaatsing van plexiglasloketjes. Bovendien werd een procedure ontwikkeld die de veiligheid van de verzoekers en de medewerkers beschermt. De huidige gezondheidsvoorschriften, in het bijzonder het voorschrift om anderhalve meter afstand te houden, worden daarbij gerespecteerd.

Concreet zal de registratie van een asielaanvraag nog enkel op afspraak mogen gebeuren. De afspraak moet eerst worden aangevraagd via een aanvraagformulier, dat vorige vrijdag online werd geplaatst. Na controle van de gegevens zal de verzoeker een uitnodiging krijgen met de dag en het uur waarop hij of zij zich op het Klein Kasteeltje moet melden. Er wordt daarbij voorrang gegeven aan de kwetsbare mensen, de niet-begeleide minderjarigen, families met kinderen, zwangere vrouwen en zieken of andere kwetsbare mensen. Enkel mensen met een afspraak kunnen het Klein Kasteeltje betreden. Dankzij dat afsprakensysteem kunnen geen wachtrijen ontstaan en zijn wachtzalen ook niet nodig.

Il n'est pas nécessaire de disposer d'un ordinateur - cette question a déjà été posée plusieurs fois - pour pouvoir demander un rendez-vous. On peut aussi le prendre au moyen d'un smartphone. Les demandeurs sans connexion à internet ou qui, pour d'autres raisons, ne sont pas en mesure de fixer un rendez-vous peuvent se faire aider par une connaissance, un membre de leur famille, un réseau existant en Belgique, une ONG, un représentant légal, etc. Le formulaire à compléter est accompagné d'explications rédigées dans les principales langues parlées par les demandeurs

d'asile. Dès vendredi, des demandes de rendez-vous ont été complétées via le site internet. Je n'ai pas encore été informée d'éventuelles difficultés techniques concernant la nouvelle procédure numérique.

Par ailleurs, je ne dispose pas d'estimation du nombre de demandeurs d'asile qui n'ont pas pu introduire leur demande depuis le 19 mars. En revanche, en raison des mesures d'urgence que doivent prendre tous les États membres en vue de limiter la propagation du virus, l'afflux de nouveaux demandeurs d'asile a diminué drastiquement.

Net zoals voor de andere residentiële structuren dienen wij in deze tijden ook bijzondere aandacht te hebben voor de opvangcentra. Er waren daar heel wat mensen in gemeenschapsverband en op een beperkte oppervlakte samen. Zoals reeds gezegd volgt Fedasil de aanbevelingen voor residentiële collectiviteiten van de Risk Assessment Group op om de kans op besmettingen te verminderen.

Dans ce cadre, le plan suivi vaut également pour les autres groupes vivant en collectivité. Les personnes qui présentent des symptômes probables sont vues par un médecin et immédiatement placées en isolement. De plus, tous les résidents doivent respecter les règles générales en vigueur.

Ernstig zieke mensen worden afgezonderd en indien nodig naar het ziekenhuis doorverwezen, waar een dienstdoende arts beslist of er een noodzaak is tot testing en/of hospitalisatie. Alleen wanneer zij zich binnen de *case definition* bevinden, zoals u of ik, zullen zij ook getest worden. Testing gebeurt dus alleen op indicatie en na afweging van de triagearts.

De maatregelen die aldus in onze centra getroffen worden, zijn vergelijkbaar met die in andere collectieve structuren. De risico's, zoals verspreiding van de ziekte in het centrum, worden dagelijks gemonitord. Op dit moment hebben wij nog geen besmettingshaard in onze centra vastgesteld.

De bewoners werden uitvoerig en in verschillende talen geïnformeerd over de huidige situatie en de hygiënische maatregelen die genomen worden om een verdere verspreiding van het virus tegen te gaan.

En outre, des directives particulières sont d'application pour faire respecter autant que possible la distanciation sociale. La grande

majorité des résidents respectent ces mesures.

De opvangcentra blijven steeds in nauw contact met de betrokken burgemeesters en provinciegouverneurs om hun bezorgdheden te bespreken en gezamenlijke afspraken te maken. Het spreekt voor zich dat de maatregelen met betrekking tot de sociale afstand, zoals beslist door de Nationale Veiligheidsraad, ook van toepassing zijn op de bewoners van de opvangcentra en dat zij deze, net zoals de rest van de bevolking, moeten naleven. Het is van groot belang dat de maatregelen dan ook worden opgevolgd en dat streng wordt opgetreden tegen flagrante schendingen.

Wij moeten er wel over waken dat hierbij geen onnodig onderscheid wordt gemaakt tussen de bewoners van opvangcentra en de rest van de bevolking. Stigmatisering van mensen helpt niemand vooruit, zeker niet in deze uitzonderlijke tijden.

De voorbije weken werden in sommige gemeenten maatregelen genomen die disproportioneel en onnodig discriminerend waren ten aanzien van de bewoners van opvangcentra, zoals het eventueel in lockdown plaatsen van opvangcentra, en die vanuit het perspectief van de volksgezondheid en volgens de aanbevelingen van de experts in de voorliggende situaties niet nodig waren.

Er werd dan ook in nauw overleg gegaan met de lokale besturen en de provinciegouverneurs en daarna zijn deze maatregelen overal vervangen door meer aangepaste maatregelen die de gezondheid van de bewoners, het personeel en de inwoners van de gemeente op een even doelmatige en gelijkwaardige manier beschermen.

Ik begrijp de ongerustheid bij de lokale besturen en de bevolking, maar wij moeten in crisistijden allemaal het hoofd koel houden en de opvangcentra noch de mensen in de gemeente geen bijkomende maatregelen opleggen die geen nut hebben en geen toegevoegde waarde hebben vanuit het perspectief van de volksgezondheid.

Je constate avec plaisir que notre concertation avec les pouvoirs locaux et les gouverneurs se déroule généralement de manière très constructive. J'en profite d'ailleurs pour remercier expressément tous les bourgmestres et les gouverneurs, en les invitant à continuer de s'investir avec nos partenaires de l'accueil dans leur commune afin de préserver la sérénité au sein et autour des centres d'accueil.

Ik pleit daarom ook voor een uniforme aanpak, waarbij maatregelen die door de lokale overheden worden overwogen, op voorhand met Fedasil en de provinciegouverneur worden overlegd en waarbij de aanbevelingen van de experts op het vlak van volksgezondheid worden gevolgd. Eventueel kunnen, in speciale omstandigheden, bijkomende adviezen aan deze experts worden gevraagd.

Alleen door gezamenlijk overleg kunnen we komen tot afspraken en maatregelen die zowel de volksgezondheid, de bewoners in het centrum als de bewoners van de gemeenten op een evenwaardige manier beschermen.

Fedasil a mis à disposition le budget nécessaire à l'achat de matériel et de produits pour pouvoir faire appliquer du mieux possible les consignes sanitaires. Il s'agit de masques FFP2 pour le personnel soignant directement en contact avec les résidents malades, de gels hydroalcooliques, de thermomètres, de produits de nettoyage et de désinfectants, de mouchoirs en papier et de savons liquides pour les mains.

Comme dans d'autres secteurs, la perturbation du marché international complique l'approvisionnement. Nous poursuivons nos efforts en interrogeant quotidiennement les fournisseurs au sujet de ce qui peut être acheté et distribué entre les différents centres d'accueil en fonction des besoins.

De medische diensten van de centra focussen zich momenteel op het identificeren van eventueel besmette personen, het nemen van preventieve maatregelen om de verspreiding van het virus tegen te gaan, het verdelen van de noodzakelijke medicatie en het toedienen van dringende medische hulp. Alle niet-essentiële hulpverlening wordt voorlopig uitgesteld. Een versterking van de medische diensten is in die context zeer moeilijk.

Toch probeert Fedasil de eventuele versterking van de medische diensten met artsen en verpleegsters te organiseren, zeker wanneer er personen van de vaste staf zelf ziek zouden worden. Hiermee bedoel ik niet alleen ziek door het coronavirus want ook andere ziekten zijn niet uitgesloten.

Via la circulaire budgétaire, le budget de Fedasil ne prévoit pas pour le moment de nouvelles initiatives en vue, par exemple, d'octroyer aux résidents une allocation forfaitaire pour un abonnement gsm. Cependant, ils ont déjà tous

accès à internet.

Het opvangcentrum van Moeskroen is een van de grootste centra in ons land en verdient om die reden alleen al onze bijzondere aandacht. Er zijn daar op dit moment wel enkele bevestigde en enkele verdachte gevallen, maar van een ongecontroleerde spreiding in het centrum is geen sprake.

Ik heb het initiatief genomen om samen met de provinciegouverneur, de burgemeester en de opvangpartner de situatie en het risico te analyseren en aangepaste oplossingen te zoeken. Die dialoog gaat steeds verder.

Wat de personeelsbezetting in het centrum betreft, zijn er elke dag tussen de 30 en 40 personeelsleden aanwezig. Er is daar dus geen probleem van onderbezetting van het personeel.

Naast de specifieke maatregelen om de verspreiding van het virus in de opvangcentra tegen te gaan, wil ik graag ook even ingaan op de algemene staat van het opvangnetwerk.

Zoals jullie weten, bevindt dit opvangnetwerk zich al sinds lang in een precaire staat. Zowel het individuele als het collectieve opvangnetwerk kennen een hoge bezettingsgraad van momenteel ongeveer 96 %. In gewone tijden brengt deze bezettingsgraad al een zeer sterke druk met zich mee op het leven in de opvangcentra. De huidige situatie maakt dat het voor de bewoners, maar ook voor het personeel, nu nog minder evident is.

Pour maintenir une situation vivable à court terme, de la capacité supplémentaire est nécessaire. En ouvrant de nouvelles places, nous pouvons faire diminuer le taux d'occupation et réduire le risque d'infection dans les structures d'accueil.

En concertation avec le bourgmestre, le centre d'accueil de Seysele a ouvert cette semaine. Chaque jour, des gens sont transférés progressivement à partir d'autres centres.

Er zullen maximaal 300 personen worden opgevangen.

Ik kan ook meegeven dat alle nieuwe verzoekers om internationale bescherming die aan het opvangcentrum van Sijsele worden toegewezen, eerst minstens 7 dagen in het aanmeldcentrum zullen verblijven. Ze mogen pas naar Sijsele vertrekken, als zij op dat moment geen enkel symptoom van COVID-19 vertonen. Als ze geen symptomen vertonen, dan betekent dat natuurlijk

dat zij ook niet allemaal getest worden, dat spreekt voor zich. Ze vallen dan immers niet binnen de *case definition*.

Om de druk op de bestaande opvangcentra te verminderen, zullen we, zolang de algemene maatregelen in de strijd tegen de verspreiding van COVID-19 van kracht zijn, mensen ook enkel aan de nieuwe opvangplaatsen toewijzen. Om dat te kunnen realiseren, zijn de plaatsen in Sijsele dan ook noodzakelijk. Wij willen geen vermenging met mensen die uit andere centra komen, om het gevaar te beperken. Wij trachten zelf immers ook om niet met andere groepen in contact te komen. Die aanpak valt dus volledig binnen de algemene maatregelen van de Nationale Veiligheidsraad, die voor iedereen van toepassing zijn.

Wat het individuele opvangnetwerk betreft, zien we een lichte stijging van het aantal geschorste plaatsen. Dat viel ook te verwachten, nu de LOI's maatregelen nemen om voldoende fysieke afstand te garanderen. Het is ook minder evident geworden om voor de erkende asielzoekers een woning te vinden. (...) Dat kan nu niet. Op korte termijn individuele opvangplaatsen creëren is eigenlijk weinig realistisch. We zijn hiervoor namelijk ook sterk afhankelijk van de lokale besturen, die tijdens deze crisis reeds een belangrijke beheertaak moeten vervullen. We moeten daar begrip voor hebben. Na de gezondheids crisis zal er mogelijks wel weer ruimte zijn om bijkomende LOI's te creëren.

Er werd op 26 maart een brief verstuurd gericht aan de burgemeesters van een gemeente met een LOI. Daarin werd gevraagd om zo veel mogelijk LOI-plaatsen vrij te geven om de doorstroom te kunnen blijven garanderen.

À plus long terme, il faudra probablement encore viser une capacité suffisante. Bien que nous ayons connu un afflux beaucoup moins élevé en raison de l'arrêt temporaire de l'enregistrement des demandes d'asile, le risque existe aussi que les instances de l'asile prennent moins de décisions et que les gens doivent dès lors rester plus longtemps dans le réseau d'accueil.

Pour répondre à ces besoins de places d'accueil supplémentaires, Fedasil continue sa recherche comme par le passé. L'agence contacte pour cela tous les types d'organisations, de services et d'entreprises qui pourraient disposer d'endroits adaptés. Fedasil est dans le contexte actuel essentiellement à la recherche de lieux où la distanciation sociale peut être appliquée au maximum. C'est dans cette optique que le secteur

touristique a été contacté.

L'utilisation temporaire de résidences de vacances, souvent en dehors de la saison touristique, n'est d'ailleurs pas une nouveauté. Pendant la crise de l'accueil de 2015-2016, et l'année dernière également, des contrats ont été conclus avec différents lieux de séjour dans le secteur touristique ou de la jeunesse. Je pense ici à Lommel, Bredene, Theux, Spa, Senonchamps et Jalhay. Il s'agit souvent d'entreprises ou d'organisations qui ont consciemment choisi de recommencer une collaboration suite à une expérience positive en 2015 et 2016. Plusieurs de ces collaborations ont vu le jour suite à des propositions spontanées.

Het verbaast mij dan ook te vernemen dat enkele kampeerhouders die de voorbije weken gecontacteerd werden door Fedasil, zich zouden geïntimideerd gevoeld hebben. Ik zie echt niet in op welke manier Fedasil druk kan uitoefenen, want Fedasil heeft geen enkel drukkingsmiddel. Men kan alleen de vraag stellen. Wie niet wil antwoorden, kan gewoon de telefoon opleggen. Het is de uitbater of eigenaar die steeds autonoom beslist of hij er wel of niet op wil ingaan. Ik ga daar niet meer woorden aan vuilmaken.

Zoals gezegd hebben de maatregelen in verband met corona ook een negatieve impact op de output van de asielinstanties en dus op de uitstroom uit de opvangcentra. Wij bekijken samen met de asielinstanties hoe wij deze impact op de output kunnen minimaliseren.

Le CGRA continue autant que possible à remplir sa mission d'examen des demandes. Bien que les interviews et l'accès à l'accueil soient temporairement suspendus, des décisions sont encore prises et notifiées. En premier lieu, nous prenons des décisions dans les dossiers pour lesquels un entretien personnel a déjà été organisé auparavant et délivrons des attestations de réfugiés par bpost ou par e-mail.

Daarnaast bekijken we ook of er mogelijkheden bestaan voor interviews via videoconferentie. Op dit ogenblik is het echter nog te vroeg om u daarover meer concrete gegevens te bezorgen.

Naast de opvangstructuren van Fedasil zijn er nog de gesloten centra van de DVZ, die tevens door deze crisis hun werking sterk hebben moeten wijzigen. Ook zij volgen de aanbevelingen van de Risk Assessment Group nauw op. Alle centra hebben op basis daarvan verschillende maatregelen genomen. De maatregelen zijn

voornamelijk gericht op de maximale spreiding van de bewoners en een strikte hygiëne. Zowel de bewoners als het personeel worden daarrond maximaal gesensibiliseerd.

Om de nodige sociale afstand te garanderen, wordt bijvoorbeeld de verspreiding van de bewoners op de kamers en in de eetzaal verhoogd. Het aantal personen die gezamenlijk aan bepaalde activiteiten kunnen deelnemen, is beperkt. De bewegingen binnen het centrum worden aangepast. Dat alles heeft tot doel de contacten tussen de verschillende bewonersgroepen te vermijden en afstand te bewaren.

De capaciteit diende te worden verminderd om die richtlijnen voor *social distancing* en het bewaren van de nodige afstand te kunnen respecteren. Momenteel verblijven er nog 204 personen in de centra, ook alle mensen die feiten tegen de openbare orde hebben gepleegd. Er werden 297 personen vrijgesteld, na een selectie door de DVZ, zodat er geen illegale criminelen werden vrijgesteld. Zij zitten nog altijd veilig vast, zolang de wet het ons toelaat.

Vrijstellingen zijn steeds individuele beslissingen waarvoor mijn administratie een grondige analyse maakt, dossier per dossier. In de eerste plaats wordt onderzocht of een verwijdering nog steeds mogelijk is, binnen de wettelijke vasthoudingstermijn. Voorts worden alle elementen in het dossier bestudeerd en mee in rekening gebracht. Zeker de elementen van openbare orde maken deel uit van dat onderzoek. Er werden geen personen die feiten van openbare orde hebben gepleegd, vrijgesteld met de bedoeling plaats te maken. Zij blijven vastgehouden. Er worden heel wat personen vastgehouden die nog moeten worden geïdentificeerd vooraleer hun effectieve verwijdering kan plaatsvinden. Dat proces kan soms maanden duren. Die activiteiten worden uiteraard ook voortgezet.

La situation actuelle ne conduit donc pas automatiquement à la conclusion d'une absence de perspective raisonnable de retour et de la nécessité de mettre fin au maintien. La détention doit pouvoir se poursuivre conformément aux dispositions de la directive de retour, en tenant compte de la situation particulière. Cela a encore été confirmé hier par la Commission européenne.

In dat kader moet nog steeds rekening worden gehouden met de wettigheidcontrole van de vasthouding door de bevoegde rechtsinstanties

die de invrijheidstelling kunnen bevelen. Er zijn rechterlijke uitspraken in die zin, maar er zijn ook uitspraken die de vasthouding bevestigen.

Aan de personen die worden vrijgesteld, wordt de vraag gesteld of zij over opvang beschikken, bijvoorbeeld bij kennissen of familie. Voor de overgrote meerderheid blijkt dat het geval te zijn. Indien dat niet het geval is, wordt naar opvang uitgekeken.

De meeste betrokkenen worden aan het centrum opgehaald of worden in de nabijheid van openbaar vervoer in vrijheid gesteld. Zij worden zeker niet systematisch aan het Noordstation afgezet.

Om op het vervoer van de bewoners in te gaan, kan ik melden dat dergelijk vervoer tot een minimum werd herleid. Het klopt dus niet dat er volop transfers van vreemdelingen naar centra zijn, zoals mevrouw Van Camp aanhaalt. Bewonersgroepen worden immers niet gemengd. Dat zou tegen de adviezen ingaan en dat zou ook onverantwoord zijn.

Enkel de opdrachten die essentieel zijn om de operationaliteit van de gesloten centra te handhaven, worden uitgevoerd. Het betreft momenteel voornamelijk vervoer in het kader van de verwijderingen, vervoer vanuit gevangenis of vervoer van en naar rechtbanken. Zoals u weet, staat ook dat alles op een lager pitje.

Ook voor de chauffeurs in de centra moeten wij zorgen. Zij beschikken over ontsmettingsgel voor de voertuigen en latexhandschoenen.

Er zijn ook enkele vragen gesteld over de beperking van het bezoekrecht in de gesloten centra.

De maatregelen die de centra nemen ter bescherming van de volksgezondheid, hebben inderdaad ook impact op de bezoeken. Het klopt echter niet dat alle bezoeken werden verboden.

Ik wil ook benadrukken dat de toegang tot de gesloten centra aan de parlementsleden niet is geweigerd.

Les députés peuvent visiter le centre, mais sans accéder à l'aile où se trouvent les résidents. L'Office des étrangers met tout en œuvre pour que les parlementaires puissent exercer leur droit de contrôle, mais la direction des centres a largement pris le temps de répondre à leurs questions pendant leur visite, même pendant cette

période exceptionnelle.

Waarom zou een volksvertegenwoordiger niet de nodige voorzorgsmaatregelen moeten nemen om niet naar een centrum te gaan? Ik ben minister van Volksgezondheid en ik bezoek nu geen ziekenhuis, juist omwille van het feit dat ik mij ook moet houden aan de regels en dat ik misschien een potentiële asymptomatische verspreider van het virus in een ziekenhuis zou kunnen zijn.

Les députés doivent aussi respecter les mesures de distanciation sociale, comme tous les citoyens et les demandeurs d'asile. Si on le leur demande, vous devez aussi le faire.

Ik dacht dat iedereen toch minstens dat gezond verstand zou hebben. Geen rechtstreeks en fysiek contact met de bewoners voor de parlementsleden toelaten is wel degelijk gebaseerd op de artikelen 33 en 41 van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 houdende vaststelling van het regime en de werkingsmaatregelen van de gesloten centra. Die artikelen laten toe om toegang tot een centrum te weigeren om redenen van bescherming van de volksgezondheid.

Ik wil ook aangeven dat de mogelijkheid wordt geboden om op een digitale manier contact te leggen met de bewoners. Uiteraard ben ik ermee akkoord dat extreme controle mogelijk moet blijven. In de huidige situatie hoop ik ook te kunnen rekenen op het gezond verstand en op het respecteren van de maatregelen die wij nemen in deze crisis.

Die maatregelen zorgen ervoor dat wij inderdaad weinig incidenten hebben en dat de veiligheid van de mensen die er wonen en de mensen die er verblijven zoveel mogelijk wordt gevrijwaard.

L'accès à l'assistance juridique continue à être garanti normalement. L'avocat d'un étranger peut toujours rencontrer son client. Il a été prévu un local où la distance recommandée peut être respectée. De plus, les résidents peuvent appeler gratuitement leur avocat. L'assistance juridique physique de première ligne a été remplacée par une assistance par téléphone.

Ook contact houden met de buitenwereld wordt gemakkelijker gemaakt door een meer flexibele regeling voor telefoongebruik en de uitbreiding van de internetmogelijkheden in onze centra. Er wordt een beperkt belkrediet per bewoner per week toegekend, zoals dat ook in de gevangenissen het geval is.

In de verschillende centra heerst enige ongerustheid over dit virus. Die ongerustheid heerst eigenlijk bij iedereen in dit land. Er zijn in de afgelopen weken enkele kleine incidenten geweest, maar dat is niet uitzonderlijk in onze centra.

Tot op heden is geen enkele bevestigde besmetting met COVID-19 vastgesteld bij een bewoner van de gesloten centra. Bij vermoeden van besmetting wordt een bewoner uit voorzorg steeds in medische isolatie geplaatst. Ook bij een nieuwe intake kan dat gebeuren. Het is altijd de centrumarts die beslist wanneer een persoon in of uit medische isolatie gaat.

De meeste bewoners die in medische isolatie zijn geplaatst, zijn ondertussen opnieuw geïntegreerd in de leefvleugel. Er zitten op dit moment twee personen in medische isolatie na een nieuwe intake en er zijn vier bevestigde besmettingen met COVID-19 onder de personeelsleden van de centra.

Wat de verwijderingen betreft, door het sterk verminderde vliegverkeer en de sluiting van de grenzen, zijn ook verwijderingen moeilijker te organiseren. Voor bepaalde bestemmingen zijn zij echter niet onmogelijk. Sinds 13 maart hebben er nog 93 verwijderingen plaatsgevonden. Slechts in een minderheid hiervan gaat het om Dublinovernames. Ook hier worden de dossiers steeds geval per geval onderzocht.

De escortes naar het land van herkomst zijn inderdaad voorlopig opgeschort door de politie. In beperkte mate zijn er nog verwijderingsopdrachten waarbij de betrokken persoon tot op het vliegtuig begeleid wordt. Er wordt natuurlijk niet verwijderd naar landen waar grote moeilijkheden zijn, zoals, mijnheer Rigot, naar Griekenland.

Wij merken een daling op van het aantal administratieve verslagen inzake transmigranten. Dit kan verschillende oorzaken hebben. De algemene daling van het internationaal verkeer speelt hierin waarschijnlijk een grote rol.

Er is gevraagd of er verder wordt gewerkt aan de extra capaciteit van de gesloten centra. Wij willen het masterplan voor de gesloten centra nog steeds voortzetten.

Vanwege de huidige crisis heb ik besloten dat een onderdaan van een derde land, wiens verblijfsrecht ten einde loopt en die door overmacht belet wordt om België te verlaten, een

verlenging van zijn of haar verblijfsrecht kan aanvragen. Personen die hier illegaal verblijven, zullen daardoor niet opeens verblijfsrecht krijgen. Men moet het al hebben. Het kan dus alleen worden verlengd en niet zomaar worden toegekend.

Ik heb het afleveren van de bevelen om het grondgebied te verlaten niet algemeen stopgezet. De persoon die dergelijk bevel krijgt, zal het land moeten verlaten wanneer dat mogelijk wordt. Een terugkeer is nog steeds mogelijk voor bepaalde landen. Bovendien kunnen derdelanders die door de COVID-19-crisis niet in staat zijn om België te verlaten, op basis van artikel 74, 14° van de Vreemdelingenwet een gemotiveerde aanvraag indienen om de termijn van hun bevel te verlengen.

Quant à la question de Mme Daems sur le nombre d'ordres de quitter le territoire délivrés, je ne peux pas y répondre. Les chiffres ne sont pas encore disponibles pour la période demandée.

Concernant les personnes arrêtées à la frontière, je peux dire qu'il y a eu, depuis le 19 mars, neuf personnes refusées à des postes-frontières Schengen. Aucune d'entre elles n'a demandé la protection internationale. Ces personnes ont été maintenues à la frontière selon les dispositions légales en vue du refoulement ou ont choisi de retourner immédiatement.

Je ne dispose pas de données concernant les frontières terrestres belges. Pour cela, vous devez vous adresser au ministre de l'Intérieur.

Internationale bescherming is een recht. Personen die een verzoek tot internationale bescherming willen indienen aan de grens, kunnen dat nog steeds. Dat staat ook duidelijk in de richtlijnen van de Commissie met betrekking tot niet-essentiële reizen naar de Europese Unie.

Wat betreft de mensen zonder papieren en de opvang, moet worden ingezet op de correcte opvang van deze personen, zowel voor de Belgische daklozen als voor mensen zonder verblijfsrecht. U weet dat dit in de eerste plaats een bevoegdheid is van de lokale besturen. Ik stel ook vast dat de steden en gemeenten hiervoor de nodige acties ondernemen, zoals nog gisteren de vordering van hotels om deze personen op te vangen.

Wij volgen de situatie met de verschillende bevoegde regeringen op. In gezamenlijk overleg nemen wij ook daar maatregelen om de

bescherming tegen het virus in acht te nemen.

Dames en heren, er werden nog cijfermatige vragen gesteld. U weet dat het nu moeilijk is om iedereen te pakken te krijgen. Onze administraties worden ook geteisterd door mensen die thuiswerken, ziek of afwezig zijn. Het is voor iedereen die aan het werk is, een uitdaging om het werk gedaan te krijgen. Ik heb daarvoor alle respect.

**01.16** **Hervé Rigot** (PS): Madame la ministre, merci pour vos réponses. Je vous remercie d'avoir "remis l'église au milieu du village" d'entrée de jeu dans vos réponses. J'avoue avoir été stupéfait que certains collègues utilisent une fois encore le débat pour stigmatiser les migrants et utilisent un sujet humanitaire de crise terrible et exceptionnel pour défendre une autre cause. J'ai été aussi stupéfait qu'on use de ce débat pour porter atteinte à l'intégrité et à l'honnêteté du personnel de Fedasil, et je pèse mes mots. Ces personnes font un travail formidable, engagé et volontariste. Elles font face à une crise migratoire qui s'impose à elles, qui dure depuis plus d'un an. La crise actuelle s'y ajoute. Comment peut-on tenir de tels propos et considérer qu'il faudrait mettre une pression sur qui que ce soit pour ouvrir des structures? Je trouve cela insultant et je tiens à défendre tout le personnel de Fedasil pour son professionnalisme.

Certains confondent par erreur ou par envie, les notions de confinement et d'emprisonnement. Nous vivons tous un confinement depuis trois semaines. Vous tous, chers collègues, le vivez comme moi, dans les conditions du petit confort que nous vivons à la maison ou dans nos appartements. Les résidents des centres d'accueil vivent en surcapacité, là où les lieux de loisirs sont réduits par l'occupation des lieux à des fins d'hébergement. Bien sûr, il faut prendre toutes les mesures pour éviter la circulation de toute personne à l'extérieur des structures mais ce n'est pas une raison pour mettre un terme à certaines qualités de l'accueil au sein des structures. C'est essentiel, parce que cette crise va encore durer un certain temps.

Il me semble clair que la solidarité n'a pas de couleur ni de frontières. Elle ne peut pas non plus avoir d'exclusive. Pour une fois, on pourrait espérer que chacun(e) puisse s'élever et sortir quelquefois de la discussion simpliste: l'étranger, c'est l'autre, et puis il y a nous. Non, dans le cas présent, je crois qu'il y a des hommes, des femmes, des enfants, quelle que soit leur couleur et leur origine. Il faut donc une réponse commune



dans ce combat auquel nous devons toutes et tous faire face aujourd'hui.

Madame la ministre, je dois reconnaître que de nombreuses mesures dont vous avez fait part aujourd'hui démontrent une grande capacité d'action et de réaction de la part de vos services et de l'administration dans une situation exceptionnelle à laquelle personne n'était préparé, sans aucun doute. Je constate une évolution positive entre le moment où nous avons commencé à déposer nos questions et aujourd'hui. Les choses ont bougé, il faut le reconnaître. C'est une réaction rapide et positive, mais il ne faut rien relâcher.

Il faut poursuivre les efforts. Il faut impérativement garantir une gestion normale du flux d'entrées dans le réseau. Il n'y a rien de plus dangereux, pour ces hommes, ces femmes et ces enfants que de les laisser à la rue car nous ne serions pas capables d'assurer l'enregistrement comme si la situation était tout simplement normale. Nous devons offrir, plus que jamais, un hébergement parce que ces hommes, femmes et enfants y ont droit. Nous devons les protéger et protéger l'ensemble de la société et mettre en œuvre le confinement.

Il est aussi urgent de diminuer la pression dans les centres d'accueil. Madame la ministre, je vous entends dire qu'aujourd'hui, cela semble bien fonctionner. Or, pour avoir des contacts quotidiens avec les centres d'accueil, je puis vous dire que ce n'est pas exactement le cas. Chacun confirme que le matériel est effectivement là et que des processus sont en place mais souligne aussi la peur du personnel, l'épuisement à la suite de cette crise migratoire qui dure depuis plus d'un an. Chacun souligne également la tension au sein des structures. De fait, surcapacité, impossibilité pour les résidents de sortir, diminution des activités, cadre du personnel réduit pour cause de maladie et de fatigue, tout cela est une bombe à retardement. Il faut y être hyper attentif. Il faut prendre les mesures pour diminuer la surcapacité dans les structures d'accueil et, comme vous le dites, ouvrir rapidement d'autres structures pour avoir une capacité régulée et pouvoir respecter les mesures de distanciation sociale dans celles-ci.

Je trouve inacceptable de poursuivre, quoi qu'il arrive, une politique de retours volontaires ou forcés dans l'état actuel des choses. Nous savons le contexte international et les difficultés. La crise n'est pas seulement belge; elle est mondiale. Il faut donc absolument garantir à toutes ces personnes, légales ou pas légales, qu'elles

puissent rester là où on est le plus à même de les protéger aujourd'hui. Je pense que c'est chez nous, dans nos structures et c'est probablement avec les mesures que nous pouvons prendre.

Dès lors, je vous exhorte à suspendre temporairement toute mesure de retour forcé tant que la situation n'est pas stabilisée partout. Par ailleurs, dans l'état actuel des choses, vu que nous ne sommes pas en mesure de rapatrier dans certains pays, je ne vois pas l'intérêt de maintenir en centres fermés celles et ceux qui y sont parce qu'ils attendent un retour forcé. Je pense qu'il est plus raisonnable et responsable de stopper cette privation de liberté qui perd tout son sens et son objectif.

Madame la ministre, vous avez raison de dire qu'il est impératif de garantir l'accueil et le confinement des sans-papiers. Vous dites que, malheureusement, cela relève de la compétence des communes et, vous l'indiquiez lors de votre réaction sur les ILA, que celles-ci sont déjà surchargées et font face à de nombreuses urgences.

Oui, c'est exact. Aujourd'hui, les communes ne sont pas en mesure d'assurer cette mission. Pourrait-on sortir du cadre des compétences communales, régionales, fédérales et compter sur le soutien ici temporaire du fédéral? J'ai envie de dire qu'à situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. Enlevons un peu le cadre légistique et prenons nos responsabilités en aidant là où c'est possible!

Je vous remercie pour les forfaits mais ce n'est que le début. Je tiens encore une fois à féliciter tous ceux, hommes et femmes, qui sont sur le terrain et qui se battent pour maintenir un accueil digne et humain dans une situation terrible pour tout le monde.

**01.17 Simon Moutquin** (Ecolo-Groen): Monsieur le président, madame la ministre, je vais commencer par souligner les éléments que vous avez pointés qui m'ont plutôt plu. Je suis content que vous vous distanciez de ce qu'on peut entendre sur les migrants qui seraient un facteur de propagation du virus. C'est une rhétorique classique d'extrême droite qui, malheureusement, continue même en cas de crise, dans un besoin d'une certaine union face à de telles problématiques.

Par contre, s'ils ne sont pas facteurs de propagation, je pense qu'ils sont facteurs de vulnérabilité. Il faut vraiment que ce soit à la base

de la politique que vous allez mettre en place en tant que ministre compétente pour l'Asile et la Migration ces prochaines semaines. Cette vulnérabilité est due notamment au fait que ces personnes pour la plupart n'ont pas accès à des services de soins de santé, qu'elles vivent dans la peur et dans la promiscuité.

Je pense que c'est cela l'élément principal des politiques de ces prochaines semaines, c'est de se rendre compte que non, ces catégories de personnes ne sont pas un facteur de propagation, mais par contre sont une catégorie de personnes vulnérables auxquelles une attention particulière doit être portée.

Sur les centres d'accueil, je voudrais juste vous rappeler la proposition de mon collègue Wouter De Vriendt qui évoquait la possibilité de mettre à disposition des casernes militaires. Je pense que la Défense peut jouer un rôle dans ce cadre là et je voulais vous le rappeler.

En effet, vous évoquez le fait qu'il y n'y a pas de cas qui ont été détectés dans les centres Fedasil. C'est tout simplement parce qu'il n'y a pas eu de testing. On sait très bien que seuls les cas les plus problématiques sont testés.

Par contre, madame la ministre, votre réponse sur les centres fermés me choque profondément, quand vous demandez pourquoi des députés ne devraient pas respecter le confinement. Je voudrais vous demander pourquoi les facteurs ne respectent pas le confinement, pourquoi les caissiers et les caissières ne respectent pas le confinement, pourquoi les travailleurs d'Amazon ne respectent pas le confinement. Parce qu'ils font leur travail! Et notre travail de député, c'est d'assurer un contrôle démocratique, une observation sur les centres de détention.

Vous citez l'article 41 de l'arrêté royal. En fait, l'article 41 concerne les visites, il ne concerne pas les parlementaires. Je pense que nous faire culpabiliser des visites qu'on met en place par contrôle démocratique pour s'assurer que la situation dans les centres fermés se déroule bien, c'est gravissime, dans le sens où...

**01.18** **Maggie De Block**, ministre: Je trouve votre conduite irresponsable et dangereuse!

U gaat tegen de maatregelen in die door de wetenschappers worden geadviseerd om deze crisis te overwinnen. Als er haard is en u bent daar een bezoeker, dan is dat uw verantwoordelijkheid. U bent verantwoordelijk want u respecteert de wet

niet. Ten eerste, het is een niet-essentiële verplaatsing. Ten tweede, u moet zich als wetgever aan de regels houden. Dat is niet oké.

**01.19** **Simon Moutquin** (Ecolo-Groen): Madame la ministre, nous remplissons notre travail, comme d'autres - par exemple, les facteurs - continuent à le faire, malgré les mesures de confinement. Quand je me suis rendu en centre fermé, je portais un masque et j'avais pris toutes les précautions nécessaires. Si nous, en tant que parlementaires, nous prenons un risque, en quoi les travailleurs qui font des allers-retours quotidiens dans ces centres fermés n'en prennent-ils alors pas?

**01.20** **Maggie De Block**, ministre: Monsieur Moutquin, ces gens ont reçu des instructions pour suivre les règles!

**01.21** **Simon Moutquin** (Ecolo-Groen): Madame la ministre, nous les suivons aussi.

**01.22** **Maggie De Block**, ministre: Non, il faut éviter que trop de gens se trouvent au même endroit et que des personnes d'origines différentes se mélangent. Vous pouvez travailler grâce à des moyens numériques. Quand vous craignez de venir à Bruxelles, c'est bien, parce que vous respectez les règles. Mais si vous ne les respectez pas en allant visiter un centre, alors vous n'êtes pas responsable.

**01.23** **Simon Moutquin** (Ecolo-Groen): Madame De Block, cela signifie qu'à l'heure actuelle, la seule possibilité de contrôle des centres fermés, c'est le bon sens. Vous venez d'en parler. Autrement dit, vous comptez sur le bon sens pour contrôler les centres fermés, les centres de détention.

Vous avez cité la Commission européenne. Pour ce qui me concerne, je voudrais citer le Comité européen pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe et Mme Bachelet, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, qui appellent à la libération d'un maximum de personnes détenues dans les centres pour migrants.

Vous faites le choix délibéré de citer la Commission sans citer d'autres organisations internationales et vous m'accusez de mettre en danger du personnel alors que je parle de contrôle en prenant toutes les mesures nécessaires de manière à ce que ces gens puissent travailler tout en étant protégés.

Votre réponse est, selon moi, une attaque à l'État de droit et à notre travail parlementaire que nous devons pouvoir continuer à faire.

Pour le reste, vous parlez de certains pays qui acceptent encore des retours. Je me demande quels sont les pays qui acceptent les retours à l'heure actuelle? Peut-être la Corée du Nord qui n'a pas recensé un seul cas de coronavirus. C'est un des seuls pays au monde.

Pour ce qui concerne les sans-papiers, le but n'est pas d'éviter qu'ils aient (...) qui n'est pas applicable pour l'instant, mais de les sortir du climat de peur dans lequel ils vivent. Il y a entre 100 000 et 150 000 personnes, surtout à Bruxelles, qui ont peur d'avoir accès à des soins de santé, qui ont encore plus peur d'aller déposer plainte à la police, notamment quand elles ont subi des violences conjugales. C'est à ces personnes qu'il faut envoyer un signal! Madame la ministre, c'est à ces personnes que le Portugal a répondu qu'elles étaient considérées comme des résidents jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet dans le but de les protéger!

De **voorzitter**: Mijnheer Moutquin, probeert u zich in de toekomst toch te beperken tot de toegemeten tijd.

Mijnheer De Vriendt, hebt u nog een repliek?

**01.24** **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen): Mevrouw de minister, ik dank u voor het antwoord. Ik heb nog drie korte vragen.

Hebt u nu al een zicht op de gemiddelde wachtermijn bij dat nieuwe digitale systeem van registratie? U zegt dat kwetsbare profielen voorrang krijgen. Wat is daar de gemiddelde wachtermijn? Hoe lang moeten de niet-kwetsbare profielen wachten op een afspraak sinds de installatie van het nieuwe systeem?

Dit stond niet in mijn ingediende vragen, maar wij krijgen berichten dat mensen in gesloten centra in slaapzalen van tien personen moeten slapen zonder dat de *social distancing*-maatregelen kunnen worden gerespecteerd. Als geneesmiddelen worden overhandigd, gebeurt dit van hand tot hand en zonder een goede bescherming. Bent u daarvan op de hoogte? Kunt u hierop nog commentaar geven?

Wij hadden het voorstel voor een tijdelijke noodopvang voor mensen zonder papieren, naar Nederlands voorbeeld, om te vermijden dat mensen in tijden van corona nog op straat moeten

rondzwerfen. Er is sprake geweest van een site van Defensie in Doornik, maar dat is niet doorgegaan. De minister van Defensie heeft daarover vanmorgen iets gezegd, maar hij is daar niet heel duidelijk over geweest. De parlementsleden die daarover vanmorgen een vraag hebben gesteld, bleven daarover een beetje in het ongewisse.

**01.25** **Sarah Schlitz** (Ecolo-Groen): Mon collègue a répondu pour le groupe Ecolo-Groen. Je vous remercie.

**01.26** **Yoleen Van Camp** (N-VA): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw tijd en de zeer duidelijke antwoorden. Het is geruststellend te horen dat het bij die vrijlating niet om illegale criminelen ging. Verder blijft onze bezorgdheid uitgaan naar het personeel. We moeten er te allen tijde over waken dat zij in veilige omstandigheden kunnen werken, net als wij allen.

Ook onder deze omstandigheden moeten we ons kordaat asiel- en migratiebeleid kunnen handhaven. Ik vond het geruststellend dat u zei dat er geen regularisaties komen in het kader van corona en we zullen daar zeker over blijven waken.

Verder blijven repatriëringen mogelijk. Ik wil u met aandragen vragen om daar zeker op te blijven inzetten want dat lijkt ons een heel goede manier om capaciteit vrij te maken, beter dan mensen gewoon loslaten. We zullen er nauwlettend op toezien dat het geen illegale criminelen zijn en dat u verder inzet op die repatriëringen. Hopelijk legt u daarbij de nadruk op illegale criminelen, mensen die hier in de eerste plaats al niet hadden moeten zijn en die dan ook nog eens misdrijven hebben gepleegd. Als we onder deze omstandigheden repatriëringen kunnen uitvoeren om zo capaciteit vrij te maken en de maatregelen om besmetting tegen te gaan beter na te leven, dan is dat een win-winsituatie. Nogmaals, daarbij moet men aandacht hebben voor de veiligheid van het personeel.

**01.27** **Dries Van Langenhove** (VB): Mijnheer de voorzitter, ik voel mij niet meteen aangesproken bij het aanhoren van *certaines collègues*, hoewel het wel over mijn fractie ging.

Ik wil nog even duidelijk het volgende stellen. Op basis van gesprekken met mensen die in de asielcentra werken, met buurtbewoners en met vrijwilligers die er aan de slag zijn, maar ook op basis van de karakteristieken van de samenwoningsvorm in een asielcentrum, is er